

Une nouvelle mise sous tutelle pour le Kosovo

Patrick Simon

IDRP – Mars 2008.

Déjà prévu dans le plan Ahtisaari, la plus haute autorité internationale pour le Kosovo va se mettre en place sous le nom d'International Steering Group, ISG. Et son représentant sera le Représentant civil international (ICR) qui devrait être le diplomate hollandais Peter Feith, jusqu'ici Représentant spécial de l'Union européenne (EUSR).

Ce sera sur le modèle des « pouvoirs de Bonn », la plus haute instance internationale administrant la Bosnie-Herzégovine après les accords de Dayton en novembre 1995. Ce plan prévoit encore une fois la mise sous tutelle de toutes les décisions que pourraient prendre le gouvernement en place au Kosovo.

Sur place, l'ICR disposera d'un mandat de deux ans pour mettre en place le plan de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Onu et il devrait faire un rapport à l'ISG tous les six mois.

À la fin de cette période de 120 jours, la Minuk devrait quitter le Kosovo, alors que l'ICR et l'Eulex¹ seront les autorités civiles internationales et l'IMP (Mission militaire) la continuation de la KFOR.

Or, l'Union européenne a déjà annoncé la couleur : le gouvernement kosovar aura besoin d'être formaté aux normes, à la fois de l'économie de marché, à la fois à celles de l'Otan. Dans un rapport récent², l'UE dénonçait la situation : « L'administration publique du Kosovo est faible et inefficace », de même que le système judiciaire, malgré quelques progrès pour y assurer la représentation de la minorité serbe, peut-on lire dans ce document d'une cinquantaine de pages... » La corruption est largement répandue et constitue un problème majeur », ajoutent les services de la Commission. Il n'existerait aucune volonté politique claire de combattre ce phénomène et les mesures législatives qui permettraient de le combattre tardent à être prises, les hommes politiques locaux et les fonctionnaires en tirant eux-mêmes des bénéfices. Si quelques progrès sont constatés dans la lutte contre le blanchiment de l'argent, le combat contre le crime organisé et le trafic d'êtres humains remportent peu de succès.

Aussi, bien des inquiétudes vont survenir : comment le Kosovo va pouvoir se développer économiquement et socialement, et devenir une entité capable de vie démocratique, sans un « Plan Marshall » qui laissera aux populations locales le libre choix de leurs projets ?

¹ L'Union européenne met en place une mission de police et de justice baptisée Eulex, forte de 2 000 personnes venues de tous les États membres pour superviser le gouvernement kosovar.

² Rapport publié en novembre 2007.